

Les Sept ont finalement reporté à l'an prochain, toute discussion sérieuse sur cette question de l'aide au développement. . . «Les pays industrialisés démocratiques, affirme le communiqué de Venise, ne peuvent, seuls, supporter la responsabilité de l'aide et des autres contributions en faveur des pays producteurs de pétrole et les pays industrialisés communistes. Les représentants (des sept chefs d'État et de gouvernement) devront réexaminer les politiques et les procédures en matière d'aide et autres contributions en faveur des pays en développement et faire rapport de leurs conclusions sur ce sujet lors du prochain Sommet.»

Cette promesse—«à l'an prochain»—explique sans doute pourquoi M. Trudeau a semblé beaucoup moins déçu que ses fonctionnaires. Le temps joue en effet en faveur du premier ministre canadien et il le sait très bien. D'ici le prochain Sommet—qui devrait se tenir au début de l'été 1981 au Canada—l'Assemblée spéciale des Nations Unies aura eu lieu (en août 1980) et le Canada s'y prépare avec les travaux d'un groupe de travail des Communes présidé par le député du Nouveau Brunswick—Herb Brault—qui accompagnait d'ailleurs M. Trudeau dans sa tournée en Europe.

Le président du Mexique Lopez Portillo et le chancelier autrichien Bruno Kreisky auront sans doute réussi à organiser leur mini-Sommet, avec une trentaine de pays, dont des représentants du bloc socialiste et des pays producteurs de pétrole. M. Trudeau a confirmé que, s'il était invité, il accepterait l'invitation.

De plus, le premier ministre canadien jouira en 1981 de l'immense avantage de présider le Sommet et d'avoir un meilleur contrôle sur la tournure des débats. Enfin, la politique devrait, en 1981, faire à nouveau place à l'économie. M. Trudeau espère sans doute, sans trop le dire, que d'ici là, la crise afghane sera réglée ou «normalisée» par la conférence de Madrid.

Bref les conditions sont idéales et le Canada a une chance unique de s'assurer un rôle de premier plan dans la relance du dialogue Nord-Sud. Mais sur la base de quelle politique? C'est la question que tout le monde se pose aujourd'hui.

A Venise et, par la suite, tout au long de sa tournée européenne, le premier ministre canadien s'est promené avec le rapport de la Commission Brandt sous le bras. Le seul représentant que le Canada ait eu au sein de cette Commission est l'ancien président du Congrès du Travail du Canada, M. Joe Morris.

A aucun moment n'a-t-on évoqué par exemple un rapport qui a demandé deux ans de travail au Conseil économique du Canada (*Pour un commun avenir. Une étude des relations entre le Canada et les pays en développement. Ottawa, 1978*). Pourtant, ce rapport suggérait au gouvernement d'élaborer une politique globale de relations avec les pays en développement. «Il est moins que raisonnable de donner une assistance au développement à un pays et d'ériger en même temps des barrières contre les produits qu'il exporte, ou d'encourager l'immigration pour combler les postes vacants dans des industries qui doivent être protégées contre la concurrence de produits exportés par les pays d'origine des immigrants. . . Il faut éviter à tout prix le cloisonnement de la pensée et de l'action.»